

Les programmes forestiers nationaux

L'expression «programmes forestiers nationaux» (PFN) désigne la vaste gamme d'approches du processus de planification, de programmation et de mise en œuvre des activités forestières d'un pays, applicables aux niveaux national et infranational sur la base d'un ensemble commun de principes directeurs. Depuis les années 90, l'une des principales réalisations du dialogue international sur les forêts est d'avoir instauré un consensus entre les participants, sur le fait que chaque pays devrait élaborer un PFN pour guider et orienter ses processus d'élaboration et de mise en œuvre de la politique forestière sur une base participative et intersectorielle, et intégrer ce PFN dans des programmes plus larges d'utilisation durable des terres, de développement socioéconomique et de réduction de la pauvreté.

Le but du PFN est donc d'établir un cadre social et politique fonctionnel pour la conservation, la gestion et le développement durable de tous les types de forêts, qui renforcera l'efficacité et l'efficacité des opérations publiques et privées et du financement, ainsi que les contributions des forêts aux moyens d'existence durables. Un PFN est constitué non seulement de politiques, de stratégies et de lignes d'action, mais aussi de mécanismes pour leur mise en œuvre, leur suivi et leur évaluation. Une bonne base d'information – provenant d'inventaires forestiers nationaux et d'études sectorielles, par exemple – est un élément important de l'efficacité du PFN.

Le présent numéro d'*Unasylva* montre, en s'appuyant sur des exemples, que certains pays ont abordé leur processus de PFN avec la conviction que d'autres peuvent tirer des enseignements des succès et des problèmes – même s'il est évident que les PFN varieront en fonction de la situation socioéconomique, culturelle, politique et environnementale d'un pays.

Le numéro s'ouvre sur quelques réflexions de J. Heino, chef du Département des forêts de la FAO, concernant l'importance des PFN, et la manière dont la FAO les appuie. Ensuite, C. Sepp et E. Mansur présentent une vue d'ensemble des principes et du processus des programmes forestiers nationaux, des phases itératives de leur élaboration, et des arrangements participatifs qui les caractérisent. On trouvera des exemples concrets dans les articles qui suivent.

Le cas du Kirghizistan est particulier car la transition économique et politique a permis une refonte totale de la politique forestière. Pour I. Kouplevatskaya, la création du programme forestier national est un élément du processus de réforme plus large, qui a mis l'accent sur la participation et la gouvernance démocratique.

La participation de toutes les parties prenantes est l'un des principes directeurs des PFN. Des initiatives mises en œuvre aux Philippines ont mis l'accent sur l'utilisation de méthodes appropriées pour garantir une participation effective des villageois au processus politique. P. O'Hara et J. Pulhin tirent quelques enseignements de ces initiatives, en mettant l'accent sur les méthodes participatives et sur leur contribution potentielle à l'instauration de nouvelles relations entre les parties prenantes.

Pour développer la participation au processus politique, on peut utiliser Internet. La consultation en ligne des parties prenantes était une nouvelle caractéristique de l'élaboration de la Stratégie forestière nationale 2003-2008 du Canada. J. Cinq-Mars tire quelques leçons de cette expérience et envisage, pour l'avenir, son utilisation plus large ainsi que celle d'autres nouvelles technologies d'information et de communication.

Le PFN du Guatemala est centré sur le dialogue politique au niveau tant national qu'infranational. Dans leur description du processus du PFN du pays, E. Oliva Hurtarte, E. Sales Hernandez et J. Bustos Garcia braquent les projecteurs sur les Tables rondes de politique forestière dans les neuf régions sylvoles du pays, qui sont des groupes de discussion autonomes constitués de représentants du gouvernement central et des autorités locales, d'organisations non gouvernementales, d'organes de la société civile et de compagnies privées, qui répercutent l'information au PFN.

Deux articles examinent des initiatives régionales visant à renforcer les PFN afin de combler le fossé entre les niveaux national et international. W. Thies, J. Rodriguez et E. von Pfeil décrivent le processus de Puembo, une initiative qui renforce le dialogue sur les politiques forestières en Amérique latine et les Caraïbes. En Afrique centrale, (article de J.P. Koyo et R. Foteu), le Plan de convergence de la Commission en charge des forêts d'Afrique centrale (COMIFAC) fournit un cadre pour l'harmonisation des politiques et des programmes forestiers, et sert de base pour la formulation des PFN.

Au Sénégal, les réformes radicales des années 90 ont introduit une structure administrative décentralisée, transférant les responsabilités de la gestion forestière aux institutions et communautés infranationales. Comme l'a décrit O. Diaw, le PFN met l'accent sur le renforcement des capacités au sein de ce cadre institutionnel décentralisé, pour une mise en œuvre efficace des programmes de lutte contre la désertification, la déforestation, la dégradation des sols et des eaux et la perte de diversité biologique, tout en étant également axé sur l'appui aux moyens d'existence et la réduction de la pauvreté.

Enfin, S. Geller et R. McConnell examinent les moyens que peuvent adopter les pays pour relier leurs programmes forestiers et leurs stratégies de réduction de la pauvreté en vue de renforcer l'appui financier, institutionnel et politique à la lutte contre la pauvreté basée sur les forêts – et partant, renforcer le rôle de la foresterie dans la réalisation des objectifs nationaux de réduction de la pauvreté.

Ce numéro d'*Unasylva* célèbre le cinquième anniversaire du Mécanisme pour les programmes forestiers nationaux (voir page 13), un arrangement de partenariat novateur qui a aidé les pays à élaborer et à mettre en œuvre leurs programmes forestiers nationaux. La plupart des expériences rapportées dans ce numéro avaient un lien avec le Mécanisme – qui s'engage à présent dans sa deuxième phase.

L'échantillon d'expériences présentées ici devrait servir d'inspiration aux quelque 130 pays et plus, en développement et développés, actuellement engagés dans un stade de la planification ou de la mise en œuvre des PFN, et encourager beaucoup d'autres pays à les imiter.